

Le chantier Allais sur l'île du Pollet?

14 NOVEMBRE 2003

Le chantier naval Allais, s'il reste à Dieppe, pourrait s'installer sur la forme de Radoub. C'est ce qu'a révélé Edouard Leveau mercredi soir en conseil communautaire.

Il s'agit du site bordé par les rues du Ravelin et Lavoine, derrière le bâtiment des Affaires maritimes, sur l'île du Pollet. Il était précédemment occupé par l'entreprise de réparation Arno.

Le projet le moins coûteux

« Nous n'avons pas trouvé la solution mais une solution », précise Jean Dasnias. Le départ possible du chantier Allais a, localement, suscité une mobilisation générale. Une table ronde a encore récemment réuni Louis-Michel Bonté, le sous-préfet, Edouard Leveau, député maire de Dieppe, Evelyne Duhamel, la présidente de la CCI, François Allais, le chef d'entreprise, Antoine Fécamp, le responsable de Manche industrie marine et plusieurs représentants de l'agglomé-

ration. Le dossier est actuellement entre les mains de François Allais, le chef d'entreprise. Il doit évaluer si le projet est viable à son niveau. La communauté d'agglomération va aussi de son côté mesurer l'engagement que représente cette installation. Il existe en effet quelques difficultés techniques à surmonter, comme la circulation d'un bout à l'autre du chantier.

« Il s'agit de la solution la moins onéreuse, convient Edouard Leveau, mais elle pénalisera un peu la ville puisque le trafic routier pourra être perturbé au moment du lancement des bateaux. » Pour conserver son dernier chantier naval, Dieppe est prête à consentir quelques efforts...

Le constructeur naval pourrait s'installer sur la forme du Radoub qui donne sur le premier bassin du port de commerce, juste derrière le port de pêche





Le site de la cale sèche pourrait faire l'affaire

Des solutions à l'étude pour retenir les chantiers Allais

Les différents élus de la région dieppoise ont rencontré le gérant des Chantiers Allais pour tenter de lui proposer une solution pour maintenir son activité à Dieppe. Une hypothèse concerne le site de l'ancienne cale sèche.

Retenir les chantiers Allais à Dieppe. Voilà la priorité des élus locaux actuellement. Depuis que le gérant de la société a annoncé sa volonté de quitter la région, direction la Bretagne pour s'agrandir, ils tentent de trouver une solution à lui proposer. Surtout depuis que Saint-Malo, le premier site choisi par François Allais, ne peut plus accueillir de chantier naval construisant des bateaux de plus de 100 tonnes. Mail il reste toujours en balance Cherbourg ou... Dieppe.

Il y a quelques jours une table ronde a été organisée à l'initiative de la communauté d'agglomération de la région dieppoise. François Allais a ainsi rencontré plusieurs interlocuteurs, du sous-préfet à la présidente de la CCI, en passant par le maire de Dieppe, des élus de l'agglomération ainsi que son voisin, le PDG des chantiers MIM. « Après des échanges clairs et fructueux, une solution a pu être envisagée qui, bien sûr, devra être validée », explique Jean Dasnias, le président de la communauté d'agglomération.

Plateau d'acier et rampe en rail

De son côté, François Allais est encore plus prudent. « Rien n'est joué », dit-il clairement. Plusieurs hypothèses ont été avancées. Celle qui semble la plus susceptible d'aboutir est celle du site de l'ancienne cale



Pour développer leur activité qui s'oriente vers des bateaux de plus en plus grands, les chantiers Allais étudient la possibilité de s'installer sur le site de la cale sèche. Hier, ils mettaient à l'eau un Surf de 20 mètres, qui inaugurerait ainsi les demandes futures de leur principal client.

sèche (aussi appelée cale de radoub). Du côté de la mairie, Edouard Leveau a suggéré d'agrandir le bâtiment qui borde la cale en empiétant sur la route. Tout en étant clair que cela perturberait la circulation. « Cette proposition ne me convient pas », souligne le gérant des chantiers Allais. Il a demandé à un architecte de plancher sur la création d'un plateau d'acier au-dessus de la cale qui pourrait supporter ses constructions, ainsi que la réalisation d'une

rampe en rail. Une solution selon lui moins onéreuse pour garder le site dans sa superficie actuelle.

Mais cette solution doit encore être étudiée techniquement et financièrement. Une fois son coût évalué, restera à savoir qui payera les moyens de manutention portuaire nécessaires à ce chantier. « Beaucoup de questions se posent encore », note François Allais. « Mais le temps passe, j'ai des échéances avec des clients. Et il va falloir

que je leur donne des réponses », poursuit-il.

Et si des solutions pourraient être trouvées à Dieppe, il garde néanmoins un œil sur Saint-Malo qu'il n'a pas « enterré ». Il devrait également, ses prochains jours, se rendre à Cherbourg pour examiner les possibilités qui s'offrent à lui.